

WP N°51 Transitions énergétiques en France : enseignements d'exercices de prospective Contribution au débat national sur la transition énergétique

Ruben Bibas, Jean-Charles Hourcade

Résumé : Le modèle d'équilibre général Imaclim-R France est utilisé pour examiner différentes stratégies de transition énergétique menant à une trajectoire 'Facteur 4'. Le bilan macroéconomique d'un jeu d'hypothèses sur les conditions techniques de l'offre et la demande d'énergie varie fortement selon qu'il est inséré ou non dans un ensemble de mesures qui ne ressortissent pas du seul domaine des politiques énergétiques : politiques fiscales pour éviter la propagation des surcoûts de l'énergie dans l'appareil de production, négociation sociale et salariale pour gérer le recyclage du produit d'une taxe carbone, réforme des structures de financement, politiques industrielles et de formation aux nouveaux métiers, politiques d'infrastructures et changement comportementaux. Nous montrons ensuite comment une politique de financement baissant le coefficient risque des investissements 'bas carbone' permettrait, en améliorant la crédibilité des politiques publiques, de réduire les craintes qui expliquent la frilosité des acteurs économiques et de déclencher une réorientation des investissements plus rapide vers des équipements sobres en énergie. Le bilan macroéconomique change selon les modalités de la transition mais est positif à moyen et long terme en matière de croissance et d'emploi, ceci en raison de la synergie entre trois mécanismes : baisse des importations d'énergie, économies d'énergie libérant le pouvoir d'achat des ménages en biens et services non énergétiques, baisse du coût du travail permis par une taxe carbone. L'accompagnement économique de la transition est décisif pour passer d'un bilan légèrement négatif à court terme à un bilan positif, ce afin de donner le 'grain à moudre' nécessaire pour réduire ces tensions. L'enjeu est un 'effet crédibilité' venant de la conduite cohérente de politiques de prix et de financement guidant les anticipations des acteurs dans un contexte défavorable. Quant au dossier nucléaire, nous faisons apparaître une grande différence entre un nucléaire contraint par des exigences accrues 'de précaution' et une sortie volontariste à l'horizon 2050 avec interdiction de construction de nouvelles centrales. Cette dernière hypothèse suppose, pour respecter le F4, un développement important et précoce du CCS et conduit à un retard de croissance de 4,5 ans sur 40 ans compte non tenu des coûts de reconversion, et, en sens inverse, de changements profonds des comportements et des structures économiques. Des scénarios 'nucléaire de précaution' limitent sa place autour de 40% du mix énergétique à 2050 et permettent de reculer une décision de sortie ou de nouveau déploiement qui pourra être prise plus tard « en meilleure connaissance de cause ». L'enjeu, aujourd'hui est de se mettre en position de la prendre avec un fort consensus national autour non seulement du choix technologique ultime, quel qu'il soit, mais aussi des politiques économiques et sociales cohérentes avec ce choix.

Mots-clés : transition énergétique, émissions de gaz à effets de serre, équilibre général, prospective, taxe carbone, anticipations.